



Opinion | Il faut sauver le premier maillon de notre industrie 🦅

Alors que la France semble acquise à l'idée d'une nécessaire réindustrialisation selon Franck Evanno, la hausse du coût de l'énergie sur matières premières risque de freiner le bel élan. Les minéraux industriels sont le premier maillon de la chaîne, que faire pour sauver ce secteur ?



« Les politiques se sont emparés du sujet de la réindustrialisation lors des élections, sans avoir réglé le risque de désindustrialisation. » (iStock)

Par **Franck Evanno** (Président de la filière Minéraux Industriels France et directeur de l'entreprise Fulchiron)

Publié le 22 avr. 2022 à 10:03 | Mis à jour le 22 avr. 2022 à 10:09

Depuis la fin de l'année 2021, **le spectre de l'inflation touche tous les secteurs** et la flambée du prix de l'énergie impacte directement notre industrie. Pour Philippe Charlez,

le coût de la transition énergétique est à l'origine d'une 'rupture structurelle offre demande' ; à cela s'ajoute **le conflit russo-ukrainien** . L'embargo s'il est maintenu risque d'avoir des conséquences sérieuses. La Russie est le 3e producteur de pétrole et le 2e producteur de gaz naturel au niveau mondial, ce qui 'laisse peu de doute quant à l'effet dévastateur de ce conflit sur les marchés de l'énergie.'

Pour l'industrie, le coût de l'énergie ne pardonne pas. Imaginez une PME qui consomme un volume de 50.000 MWh/an de gaz et ne dispose d'aucune alternative... une énergie qui est passée de 20 euros à 130 euros le MWh avec des pics à 295. Quant au marché spot de l'électricité, essentiel également à la production, le MWh s'est régulièrement négocié autour de 250 euros, soit six fois plus cher qu'il y a un an. L'industriel peut soit augmenter ses prix, avec toutes les conséquences, soit, travailler à perte... une option limitée dans le temps.

Conséquences terribles pour la filière

Les politiques se sont emparés du sujet de la réindustrialisation lors des élections, sans avoir réglé le risque de désindustrialisation. Or à quoi bon réindustrialiser si certaines filières essentielles doivent fermer ? À quoi bon la réouverture d'industries pharmaceutiques, si nous ne sommes plus en mesure de produire le sable siliceux nécessaire pour les vaccins d'intérêt thérapeutique majeur ou de la diatomite pour filtrer le plasma sanguin ? Autre exemple, la transition énergétique, inéluctable, exige des véhicules électriques, mais comme les thermiques, ceux-ci contiennent du sable siliceux pour les pare-brise, du talc pour les tableaux de bord, etc.

EN CHIFFRES L'industrie française relève la tête, mais perd encore du terrain en Europe

La chimie française se prépare à un choc brutal

S'il est possible de répercuter les hausses et d'obtenir des allègements sur le prix d'achat, les industriels pourront fournir, mais si rien n'est fait... les conséquences seront terribles pour une filière qui représente plus de 3.000 emplois directs, un million d'emplois indirects, et est excédentaire sur la balance du commerce extérieur. Car elle

serait de fait exposée aux pertes de marchés, aux importations et aux délocalisations... et nous n'avons pas parlé du quotidien des Français : nous avons besoin des minéraux pour filtrer notre eau potable et si demain nous ne pouvons plus produire sur notre sol la chaux, la silice, la diatomite ou encore le carbonate de calcium nécessaires au traitement de nos eaux usées, comment ferons-nous ?

Des coûts qui ont doublé

Avec le 'Quoi qu'il en coûte', l'Etat a mobilisé les moyens pour accompagner les entreprises dans l'adversité. Cette nouvelle crise est d'un autre degré de sévérité même si des actions fortes ont déjà été conduites telles que, par exemple, au niveau du marché de l'électricité, l'augmentation de l'ARENH et la diminution de la CSPE.

TRIBUNE – Donnons aux jeunes l'envie d'industrie

Jean Castex a présenté récemment le plan résilience. On a noté parmi les principales mesures les prêts garantis aux entreprises, le report des charges fiscales et sociales, le recours à l'activité partielle, la remise carburant et le soutien aux exportateurs. Mais que peut ce plan face aux coûts du gaz à la tonne produite qui ont doublé et des coûts énergétiques qui représentent 30 % du coût de production en moyenne ?

Soutien financier virtuel

À ce jour, notre pays a retenu deux des trois principales mesures de compensation Energies proposées par l'Europe. Elles consistent à venir en aide à l'industriel quand celui-ci s'apprête à mettre la clé sous la porte (Ebitda négatif) ! Un soutien financier bien virtuel donc. Quant aux aides sur le gazole non routier (15 centimes/litre), elles restent largement insuffisantes.

TRIBUNE – Pour une véritable industrie française du « net zéro »

Lors de la journée débat organisée par l'UIMM, certains candidats ont évoqué l'idée de réinstaller un ministère de l'Industrie. Espérons que cette idée ne soit pas enterrée, car

elle fait sens et mettrait un terme aux solutions 'cautères sur une jambe de bois'. Car seuls une politique dédiée et un ministre de l'Industrie à temps plein pourraient décider de propositions pérennes et tenir compte des temps d'adaptation techniques de l'industrie lourde à toutes les exigences environnementales européennes.

Sans cette vision à long terme, on a du mal à imaginer de quelle façon nos industriels pourront rester en France et encore moins faire revenir ceux qui ont quitté le pays.

Franck Evanno